



Une conférence au Parlement européen défend Julian Assange

Par [Oscar Grenfell](#)

Mondialisation.ca, 22 novembre 2019

[wsws.org](#) 21 novembre 2019

Région : [L'Europe](#)
Thème: [Loi et Justice](#)

Lors d'une réunion dans les locaux du Parlement européen à Bruxelles jeudi dernier, les eurodéputés, des personnalités publiques de premier plan et d'importants défenseurs des droits démocratiques ont condamné la poursuite du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, par les États-Unis, et appelé à sa liberté.

L'événement a reflété le soutien croissant dont bénéficie Assange à travers l'Europe et au niveau international. Une pétition en langue allemande demandant le blocage de l'extradition d'Assange vers les États-Unis a été signée par plus de 343.000 personnes.

Le forum était parrainé par le groupe parlementaire de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/GVN), qui est composé de partis sociaux-démocrates et d'organisations de gauche autoproclamées sur tout le continent et en Grande-Bretagne. Certains de ses partis constitutifs ont condamné la persécution d'Assange et appelé les puissances européennes à prendre des mesures contre elle.

Les membres de GUE/GVN qui ont pris la parole ont souligné les implications considérables de la tentative américaine de poursuivre Assange pour les activités de publication menées en Europe. Ils ont affirmé que cela créerait un précédent qui permettra aux États-Unis d'appliquer leurs lois internes aux citoyens européens et de demander l'extradition des journalistes et des militants qui s'en prennent au gouvernement américain.

Ces préoccupations coïncident avec une hostilité plus large au sein des milieux politiques européens à l'égard du programme «l'Amérique d'abord» de l'administration américaine mené par le président Donald Trump. Cette orientation des États-Unis mine les relations diplomatiques et les institutions internationales en place depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Présidant l'événement, Clare Daley, eurodéputée qui représente le groupe des «Indépendants Irlandais pour le changement», a déclaré que la défense d'Assange constitue «le cas de liberté de la presse le plus important de notre génération».

Daley a déclaré que les poursuites engagées contre Assange en vertu de la loi américaine sur l'espionnage pour des activités d'édition licites étaient une «justification» de sa décision de demander l'asile à l'ambassade de l'Équateur à Londres en 2012. Elle a déclaré que les publications de 2010, pour lesquelles Assange est accusé, ont été un «moment décisif» et «ont été, et sont probablement encore, les plus importantes divulgations d'intérêt public de notre temps».

Les documents, a fait remarquer Daley, avaient mis au jour des crimes de guerre en Irak et en Afghanistan, ainsi que la complicité de pays officiellement neutres, comme l'Irlande. WikiLeaks avait révélé que le gouvernement irlandais avait autorisé l'armée américaine à utiliser ses aéroports en transit vers les guerres au Moyen-Orient. «Des histoires comme celle-ci ont été reproduites dans tous les pays du monde», a-t-elle dit.

David Greene, de l'Electronic Frontier Foundation, un groupe international de défense des droits numériques, a décrit en détail le caractère sans précédent de la tentative de poursuite d'Assange par les États-Unis. Il s'agit de la première fois en plus de 100 ans que la loi sur l'espionnage est utilisée contre un journaliste et un éditeur.

Greene a dit: «Julian est accusé de pratiques journalistiques tout à fait normales». L'acte d'accusation américain met l'accent sur le fait que WikiLeaks avait, en 2009, publié une liste de ses «fuites les plus recherchées» et que lors d'une conversation présumée avec la courageuse dénonciatrice Chelsea Manning, Assange avait écrit que «les yeux curieux ne s'assèchent jamais». Greene a noté que «le mot "encouragé" est utilisé neuf fois dans l'acte d'accusation et chaque fois qu'il donne l'impression qu'il s'agit d'un acte incorrect».

Greene a expliqué que les allégations américaines selon lesquelles ces faits montraient une conspiration entre Assange et Manning constituaient une tentative d'ériger, en infraction pénale, des actes normaux: des actes «tels que le fait d'encourager une source à fournir des informations et le fait d'indiquer un intérêt public à recevoir des informations». Greene a déclaré que cela n'avait probablement pas été tenté par une administration américaine précédente, de peur que cela ne conduise à une «contestation constitutionnelle». Une telle contestation aurait été fondée sur le «droit quasi absolu de publier des informations d'intérêt public en vertu du droit américain».



Nils Melzer s'adressant à

la réunion au Parlement européen

Nils Melzer, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, a déclaré que le cas d'Assange était «si riche en faits et en perspectives que ce serait facile de perdre une vue d'ensemble». Soulignant la nécessité de l'inscrire dans une perspective plus large, il s'est référé aux normes établies par les révolutions démocratiques bourgeoises des XVIIIe et XIXe siècles.

Le fonctionnaire de l'ONU a fait remarquer: «Il y a deux cents ans, sur ce continent, nous étions gouvernés par des gens qui avaient un pouvoir absolu. On a décidé que ce n'était pas

ce que l'on voulait. Nous avons créé des États qui devaient être des démocraties gouvernées par le peuple.»

Melzer a clairement indiqué que le piétinement des droits juridiques et démocratiques d'Assange constituait une attaque directe contre ces normes fondamentales. «Ce dont Julian Assange est accusé aux États-Unis, c'est essentiellement du journalisme d'investigation, dont nous avons besoin. C'est une nécessité systématique pour l'état de la démocratie que d'avoir des journalistes d'investigation», a-t-il déclaré.

Notant l'hypocrisie des États impliqués dans la poursuite d'Assange par les États-Unis, Melzer a déclaré que les publications de WikiLeaks avaient révélé «des preuves claires que des crimes de guerre avaient été commis. Nous avons des preuves évidentes que la torture a été commise à grande échelle, nous avons des preuves évidentes de corruption, nous avons des preuves évidentes de violations des droits de l'homme et il n'y a eu aucune poursuite, aucune enquête, par aucun des États qui crient si fort "l'État de droit" dans cette affaire».

Melzer a exposé sa conclusion, en mai, selon laquelle Assange a été soumis à une «torture psychologique». Le fonctionnaire de l'ONU a souligné que c'était le résultat de la persécution d'Assange par les États-Unis, y compris sa détention arbitraire à l'ambassade équatorienne pendant près de sept ans. Cela avait été renforcé par l'État britannique par une campagne de «persécution collective» et par la négation de ses droits juridiques fondamentaux de la part de l'enquête suédoise truquée sur les allégations d'«inconduite sexuelle».

Melzer a clairement indiqué que tous les États concernés, y compris les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Suède et l'Équateur, avaient rejeté allègrement ses conclusions selon lesquelles ils étaient coupables de la torture d'Assange. Le gouvernement britannique a rejeté ses demandes de libération immédiate d'Assange et a continué de le maintenir dans une prison de haute sécurité dans des conditions de quasi-isolement cellulaire.

Ce traitement, combiné à un refus d'accorder à Assange le plein accès aux documents juridiques nécessaires pour préparer sa défense, ainsi qu'à d'autres violations flagrantes du processus judiciaire par les tribunaux britanniques, a intensifié la pression sur le fondateur de WikiLeaks.

Melzer a conclu avec un avertissement que «la torture psychologique n'est pas de la "torture allégée". Cela vise directement leur personnalité et leur identité émotionnelle.» La torture d'Assange, affirme Melzer, pourrait rapidement dégénérer en une crise de santé qui menacerait sa vie.

Bob Carr, une personnalité éminente du Parti travailliste, a pris la parole par vidéoconférence depuis l'Australie. Carr était ministre des Affaires étrangères au sein du gouvernement travailliste de la première ministre Julia Gillard, qui a qualifié d'«illégale» la publication de fuites par WikiLeaks et a rejoint la vendetta menée par les États-Unis contre Assange, un citoyen australien dont il était tenu de défendre les droits.

Depuis que les accusations portées contre le fondateur de WikiLeaks ont été dévoilées en mai, Carr a toutefois parlé de leurs terribles implications. Ses déclarations au forum avaient le caractère d'une mise en garde à l'attention des milieux politiques britanniques et australiens contre l'hostilité de masse qui éclaterait si Assange mourait en prison ou était

extradé vers les États-Unis.

Carr a déclaré: «Il faut réagir à l'état actuel de Julian Assange. C'est aussi simple que cela, s'il mourait en prison, on pointerait du doigt, et cela serait totalement justifié, les dirigeants politiques qui l'ont laissé être... mis en sécurité maximale, avec un accès intermittent à ses représentants juridiques».

L'ancien ministre des Affaires étrangères a lancé l'avertissement que: «Si les États-Unis gagnent l'extradition et qu'Assange est escorté en chaînes à travers le tarmac... il y aurait une sérieuse réaction politique dans ce pays. À moins que vous ne vouliez subir un sérieux contrecoup politique en Australie, vous devriez vous retirer discrètement de tout ça».

Les commentaires de Carr soulignent les craintes officielles quant à l'immense soutien du public dont bénéficie Assange. Ils clarifient davantage les motivations des 11 parlementaires australiens actuels, qui ont formé un groupe appelant le gouvernement à mettre fin à sa complicité dans la persécution d'Assange et à prendre des mesures pour bloquer son extradition et obtenir sa libération.

Lors d'un discours émouvant, le père d'Assange, John Shipton, a révélé qu'avant sa dernière audience devant le tribunal britannique le 21 octobre, Assange avait été fouillé à nu et avait été «placé dans ce que les prisonniers appellent un « hotbox »» (une cellule étroite servant à punir). Les représentants juridiques d'Assange, a déclaré Shipton, «n'avaient jamais vu un accusé comparaître devant un tribunal dans cet état, en 50 ans de travail en droit pénal». Assange avait eu du mal à se souvenir de son nom et de sa date de naissance.

Shipton a souligné l'importance historique des publications de WikiLeaks, notant que les câbles diplomatiques ont révélé les liens des chefs militaires américains qui, ce mois-ci, ont organisé un coup d'État en Bolivie. Assange et d'autres membres du personnel de WikiLeaks s'étaient également donné beaucoup de mal pour «donner des noms aux morts», massacrés lors de l'invasion et de l'occupation illégales de l'Irak par les États-Unis.

«Nous devons faire face à cette persécution incessante de Julian par les procureurs et nous devons insister pour qu'elle cesse, et qu'elle cesse immédiatement», a conclu Shipton.

Oscar Grenfell

Article paru en anglais, WSWWS, le 21 novembre 2019

La source originale de cet article est www.wsws.org
Copyright © [Oscar Grenfell](http://www.wsws.org), www.wsws.org, 2019

Articles Par : [Oscar Grenfell](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca